

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 437

Artikel: Esclaves de l'expansion : la récession, ou la libération du tabou économique [suite]
Autor: Lehmann, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026964>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POINT DE VUE

Les écuries de courses d'Augias

Rome déjà, et Athènes auparavant, ont connu et vitupéré ces soi-disant sportifs amateurs aux muscles olympiques et aux cerveaux microscopiques. Les historiens nous ont rapporté les faits de ces champions qui, à peine sortis des stades, allaient manger dans la main de quelque richissime marchand ou tyran, jouant les courtisans — et même les hétaires.

L'odeur de hareng pourri dégagée par quelques provinces du monde du sport ne date pas d'hier. Rien n'a changé, malgré un certain M. de Coubertin : les prétendus sportifs vendeurs de muscles — comme d'autres vendent leurs charmes — continuent de fleurir. M. Christian Bonardelly et ses semblables leur servant d'engrais. Et les marchands, plus nombreux que jamais, les suivent à la trace.

Les premiers continuent de se coucher sous les seconds, perpétuant ainsi une tradition millénaire de bon voisinage entre le muscle et l'argent, l'impudence et la bassesse.

Pourquoi donc m'étonnerais-je ? Tout va très bien, madame la marquise...

Il me semble seulement que le mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur dans l'arrogance. Comment qualifier l'équipe suisse de ski — ou tout au moins une partie de ses membres — lorsqu'elle s'abaisse dans la fange au point d'accepter de chanter en chœur les mérites d'une boisson insipide pour un film de publicité télévisée ? Comment qualifier les exhibitions de ces (ex) champions venant sur les étranges lucarnes vanter qui une poudre à lessive, qui un quelconque appareil électroménager ?

« Ce qui est encore le moins cher, disait Al Capone, c'est la conscience humaine ».

Et encore :

Un parent m'a raconté comment, dans certaines équipes de football, on poussait les junior en leur offrant des primes. Traficotage sur lequel, d'après les informations obtenues, les associations de football et les dirigeants ferment pudiquement les yeux... Il faut bien les encourager un peu, ces gamins...

Or, il s'agit là, à mon sens, de rien d'autre que d'incitation à la prostitution. Quant aux opérations de « transfert » de joueurs, qu'est-ce sinon du proxénétisme à peine déguisé ?

On me dira que c'est, en fin de compte, le public, avec son goût pour le spectacle, qui est cause de toutes ces manigances et de toutes ces veuleries. Peu lui importe le vin pourvu qu'il y ait l'ivresse. Il se peut.

Mais je n'en continuerai pas moins à penser que le sport devrait porter en lui une morale. Et je persisterai donc à considérer les sportifs prétendument amateurs qui tripotent de l'argent comme des prostitués de bas étage.

Quant aux journalistes dits sportifs, la plupart d'entre eux sont définitivement incapables de prendre le moindre recul par rapport aux manifestations qu'ils commentent.

Je les tiens pour complices de ces racoleurs qui veulent faire du sport une foire aux esclaves. Ils peuvent être assurés de mon mépris.

On aurait pu espérer que les dirigeants de la télévision, responsables des programmes et autres directeurs, se montreraient intraitables au chapitre de la publicité indirecte.

Tous, lentement, mais sûrement, ont reculé en fournissant des explications embarrassées et fallacieuses.

Il n'est bientôt plus une manifestation sportive qui ne soit un défilé d'hommes-sandwiches.

Ils montrent simplement par là qu'ils méprisent et le sport et les téléspectateurs.

Gil Stauffer

ESCLAVES DE L'EXPANSION (suite)

La récession, ou la libération du tabou économique

Le débat s'est poursuivi dans ces colonnes (DP 433, 435, 436), depuis la publication du texte intitulé « Esclaves de l'expansion », dû à la plume de Pierre Lehmann, lequel précise encore son « point de vue » ci-dessous (Réd.)

E.F. Schumacher, dans son livre « Small is beautiful », remarque ce qui suit au sujet de l'économie (traduction libre) :

« L'analyse économique ne juge une activité que sur la base d'un seul critère, à savoir si elle rapporte ou non de l'argent à ceux qui l'exercent et à ceux-là seulement. Par ailleurs, elle apprécie tous les biens, quels qu'ils soient : ressources naturelles brutes ou produits manufacturés, uniquement par rapport au profit que peuvent en retirer ceux qui en font le commerce. Il s'agit donc d'une méthode d'analyse très fragmentaire, qui nous amène forcément à ignorer la dépendance de l'homme du milieu naturel et de ses ressources. Néanmoins, il est à peine exagéré de prétendre que l'économie est devenue l'obsession de toutes les sociétés modernes. Lorsque nous estimons qu'une activité n'est pas économique, cela signifie non seulement que nous mettons en doute son utilité, mais que nous la condamnons sans rémission. Ceux qui s'opposent à l'expansion économique sont vitupérés comme des fous ou des saboteurs. On peut estimer qu'une activité est immorale, honteuse, dégradante, dangereuse pour les générations futures, tant qu'on ne l'aura pas prouvée non économique, on ne l'aura pas réellement mise en cause et elle pourra se poursuivre et prospérer. »

Ce texte a été publié en 1974. Rien, ou très peu, n'a changé depuis, en ce qui concerne la primauté accordée à l'économie par pratiquement tous les gouvernements. Encore tout récemment, des

hullements à la relance économique ont été entendus à l'OCDE avec, comme principale justification, la lutte contre le chômage en Europe. « On » n'a rien d'autre à proposer et au diable les répercussions de cette expansion sur des choses aussi peu lucratives que, par exemple, la protection du milieu naturel.

Je pense qu'il est indispensable et urgent de s'affranchir du tabou économique. Il me paraît nécessaire de le contrer de front et de lui dénier ses prétextes dont le plus important est le chômage. On devrait cesser de cultiver la panique à la récession économique et, au contraire, préparer cette récession dès maintenant. Il n'y a aucune raison de penser qu'une récession prévue et acceptée soit plus désagréable qu'une expansion désordonnée et, à long terme, destructrice comme celle que nous avons connue. D'ailleurs, que serait cette récession ? Essentiellement un retour à des activités plus utiles et moins frénétiques. Il y a certainement beaucoup de choses que l'on peut faire tranquillement et avec plaisir lorsque l'on s'est débarrassé de la hantise d'accroître son activité professionnelle, son revenu ou son importance.

Quel est le prix à payer ? Cela dépend. Pour certains, il risque d'être lourd, car il me semble inévitable que la récession économique doive s'accompagner d'une certaine redistribution plus équitable des ressources et des biens. L'inégalité reste, en effet, acceptable, ou tout au moins acceptée, tant qu'il y a assez de biens et de ressources pour entretenir l'illusion que le plus démuné peut en acquérir autant que le plus riche, sans avoir à les lui prendre. Cela n'est déjà plus le cas à l'échelle des nations. Et ne sera un jour plus le cas non plus pour les individus à l'intérieur d'une nation.

Alors, on a le choix entre poursuivre l'expansion en préparant l'état policier qui sera nécessaire pour défendre ceux qui sont dans le fromage de ceux qui en exigeront leur part (la police fédérale de M. Furgler est née de la contestation nucléaire), ou préparer, voire promouvoir une ré-

cession qui nous libère du tabou économique pour atteindre à une vie basée sur d'autres critères.

Ces critères devront sans doute comprendre une bonne harmonisation de la société humaine et de l'environnement naturel dont elle dépend. Mais à part ça, il y en aura d'autres, qui traduiront des valeurs traditionnelles et culturelles. Ce n'est pas à moi de les proposer. Je me rendrais coupable de totalitarisme à rebours.

P. Lehmann

REÇU ET LU

Cette voix qui vient du Haut-Valais

En Valais, la minorité critique et francophone n'a qu'à bien se tenir : voici que débarque à Sion, venu de Brigue et plus généralement du Haut-Valais (où il est parvenu à faire élire un député sous ses couleurs) le mouvement de gauche Kritisches Oberwallis (KO), décidé à porter le fer dans des plaies vives que l'opposition traditionnelle avait tendance à laisser puruler. Résultat, comme l'on sait : une plainte pénale contre les membres du gouvernement valaisan, Franz Steiner, Antoine Zufferey, Guy Genoud et Arthur Bender, ainsi que Wolfgang Lorétan, ancien conseiller d'Etat. A la clé de cette initiative retentissante, des affaires de spéculation sur des terrains, à Martigny et à Sion, spéculation encouragée, selon le KO, par les conseillers d'Etat en question.

Pour qui suit les activités du KO (nous en avons souvent donné des reflets dans ces colonnes), le dépôt de cette plainte n'est que l'aboutissement d'une longue série de dénonciations que le mouvement poursuivait méthodiquement dans son journal, « Die Rote Anneliese » (case postale 41, 3904 Naters), depuis des mois. A coup sûr, le KO donne ici une nouvelle consistance à des bruits qui circulaient avec insistance depuis long-

temps dans des cercles de plus en plus larges d'« initiés » haut et bas-valaisans.

Commentaire du « Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais » (13.1.78) : « Pour le KO, déjà carnavale... »

Mais ce n'est pas tout : « Die Rote Anneliese » datée du jeudi 12 janvier soulève encore deux lièvres de taille...

Tout d'abord, le cas de cet ancien député et psychologue de formation qui s'est vu refuser, pour des motifs politiques, un poste à la clinique « La Castalie » à Monthey, bien que ses capacités fussent reconnues et que la directrice fût prête à l'engager. Commentaire de Gabrielle Nanchen, dans « Le Peuple Valaisan » (13 janvier 1978), organe hebdomadaire du Parti socialiste (sous le titre « Une vilaine affaire ») : (...) D'aucuns penseront qu'il est normal pour un Etat de refuser comme collaborateur un citoyen qui le conteste. Qui conteste l'Etat démocratique ou le parti majoritaire ? N. et ses camarades du KO n'ont jamais mis en cause notre ordre démocratique ; leur action politique est essentiellement une critique — virulente parfois — de l'usage qu'en fait un PDC tout-puissant ».

Et la conclusion : « Ce qui est inadmissible en Valais, c'est que le Conseil d'Etat, justement, s'identifie au PDC et entretient à dessein cette confusion au sein de la population. Bien que le PDC détienne au gouvernement des positions très fortes, le Conseil d'Etat n'en est pas pour autant son objet. L'administration cantonale est une institution qui appartient à tout le peuple du canton ; ce sont d'ailleurs ses élus au Grand Conseil, quelle que soit leur couleur politique, qui la contrôlent. Cette osmose entre le parti au pouvoir et les institutions de l'Etat est une caractéristique des régimes totalitaires ».

Et enfin, toujours dans ce même numéro de « Rote Anneliese », une enquête sur les revenus des notaires et leurs statuts à travers les vingt cantons et demi-cantons de Suisse alémanique. Où l'on voit apparaître, pour certaines transactions, les honoraires records perçus en Valais...